

Elisabeth Borne veut « forcer le destin » avec des quotas de filles dans les prépas scientifiques

Face au manque d'ingénieurs et à la faible proportion de filles dans les filières scientifiques, la ministre de l'Education Elisabeth Borne annonce un plan « Filles et maths » destiné à s'attaquer aux stéréotypes de genre.



« Le problème commence dès l'école primaire », explique Elisabeth Borne. (Thomas SAMSON/AFP)

Par [Marie-Christine Corbier](#), [Frédéric Schaeffer](#)

Publié le 6 mai 2025 à 19:03 Mis à jour le 7 mai 2025 à 09:54

Emmanuel Macron a lancé lundi 5 mai, à la Sorbonne, « un appel aux jeunes filles » à s'engager vers les filières scientifiques. Vous l'aviez dit dès 2022. La situation n'a pas évolué depuis ?

C'est un sujet qui me tient particulièrement à cœur. Parmi les jeunes qui s'engagent dans des formations aux métiers d'ingénieur et du numérique, il n'y a que 25 % de filles. Cette proportion stagne depuis le début des années 2000.

Le problème commence [dès l'école primaire](#) : à l'entrée en CP, le goût des filles pour les maths est équivalent à celui des garçons. Mais, [dès la fin du premier trimestre](#), on constate un décrochage au détriment des filles et un écart qui ne cesse ensuite de se creuser durant toute la scolarité.

C'est pénalisant pour les filles et pour notre pays. Il manque, par an, plus de 20.000 ingénieurs et 60.000 techniciens. Pour en augmenter le nombre, il faut attirer plus de filles. Or, on a une aggravation des stéréotypes de genre au sein de la société que l'on retrouve au sein de l'école, comme l'indique le dernier rapport des inspections générales sur ce sujet.

Je lance donc un plan « Filles et maths » avec un message simple pour les jeunes filles : « Prenez toute votre place, on a besoin de vous ! »

Que proposez-vous pour le primaire ?

Le premier pilier du plan, c'est de sensibiliser et de former tous les professeurs dès la rentrée 2025 - du primaire au lycée. On va mettre en place une sensibilisation de deux heures aux biais de genre, qui devra être réalisée avant le 15 septembre par les chefs d'établissement ou les directeurs d'école qui auront préalablement été formés. Il faut que les équipes pédagogiques s'approprient les statistiques de leur propre établissement - les évaluations nationales au primaire et, dans le second degré, la part des filles qui choisissent la spécialité maths, car un nombre conséquent d'entre elles l'abandonnent entre la première et la terminale.

Plus structurellement, on va aussi lancer, à partir de la rentrée, un plan de formation pour prévenir les stéréotypes de genre dans l'apprentissage des mathématiques. Il concernera en quatre ans les 370.000 professeurs des écoles, et en trois ans les 24.000 professeurs de mathématiques des collèges et les 12.000 des lycées. Nous nous inspirons d'une expérimentation menée dans l'académie d'Amiens, consistant à analyser les gestes pédagogiques. Par exemple, les garçons lèvent plus souvent la main que les filles en mathématiques. Si le professeur n'y est pas sensibilisé, il peut se retrouver à n'interroger que des garçons ou à les envoyer davantage au tableau. De même dans les appréciations portées dans les bulletins scolaires, on lit souvent « élève consciencieuse » pour une fille et « élève brillant » pour un garçon... Nous afficherons également dans toutes les salles des profs une charte rappelant les points de vigilance pour mieux prévenir la reproduction des stéréotypes.

Les biais passent aussi par la famille...

Il faut embarquer les parents et on va les sensibiliser à l'intérêt des filières scientifiques pour les filles.

La réforme du bac a été « contre-productive », assurent des responsables de grandes écoles. Quel est votre diagnostic ?

Ce qui ressort du dernier rapport des inspections générales, c'est que les filles poursuivaient davantage en filière S en terminale. Toutefois, la proportion de filles qui s'engagent après le bac dans une formation au métier d'ingénieur ou du numérique n'a pas bougé depuis la réforme. Dire que la réforme du bac aurait fait baisser la poursuite d'études postbac dans les filières d'ingénieur et du numérique est une critique qui n'est pas fondée.

Combien de filles choisissent la spécialité mathématiques au lycée ?

Les secondes générale et technologique accueillent 55 % de filles : 48 % choisissent la spécialité maths en première (quatre heures par semaine), 42 % la conservent en terminale (six heures par semaine) et 33 % seulement choisissent l'option maths expertes (neuf heures par semaine). Notre objectif - c'est le deuxième pilier du plan - est de renforcer la place des filles dans les enseignements qui ouvrent vers ces filières d'ingénieur et du numérique. Il faut que les filles choisissent davantage la spécialité maths en première, qu'elles la conservent en terminale et qu'elles prennent en plus l'option maths expertes.

Comment les y inciter ?

On va d'abord demander aux chefs d'établissement et aux professeurs d'encourager les filles à choisir et à conserver cette spécialité, et à prendre l'option maths expertes. Notre objectif est d'avoir, d'ici à 2030, 30.000 filles de plus qui choisissent la spécialité maths en première et la conservent en terminale - pour passer de 42 % à 50 % de filles. Et on veut une première marche dès la rentrée 2025, en augmentant par paliers de 5.000, chaque année, d'ici à 2030. Pour la rentrée 2025, les lycéens sont en train de faire leurs choix. On va demander aux chefs d'établissement de veiller à accompagner et convaincre les indécises.

En 2022, l'ancien ministre Pap Ndiaye proposait déjà un objectif de parité, y compris dans les matières littéraires où il y a moins de garçons...

Evidemment, je souhaite que les filières soient moins genrées qu'aujourd'hui mais il faut arriver en 2030 à 50 % de lycéennes en spécialité maths en terminale [sans perdre de garçons](#) !

Et sans fixer de quotas ?

Le rapport préconise d'atteindre au moins 20 % de filles dans chaque classe préparatoire scientifique en 2026 et 30 % en 2030. Je reprends cet objectif à mon compte. Je vais réunir prochainement les représentants des proviseurs des lycées concernés pour trouver le meilleur chemin.

Le risque, c'est le « sexisme au quotidien » et le « renforcement du syndrome de l'imposteur », expliquait récemment le patron de CentraleSupélec, Romain Soubeyran...

C'est pour ça qu'on fait les choses dans l'ordre : le supérieur considère que c'est le scolaire qui ne fait pas le travail et le scolaire, que c'est au supérieur de le faire. Il faut qu'on avance sur les deux fronts, donc s'assurer que l'on a plus de jeunes filles qui vont vers la spécialité maths pour tenir l'objectif de 50 % en 2030 et aider ainsi les jeunes filles à prendre toute leur place.

L'instauration de quotas va-t-elle régler le problème du vivier ?

Le sexisme ne baisse pas, voire il s'accroît. Vous avez parfois moins de 10 % de filles dans certaines classes préparatoires ! Ce phénomène s'entretient, c'est-à-dire que les filles hésitent clairement à y aller. Il faut donc que l'on soit volontariste pour tenir l'objectif de 20 % pour 2026 dans chaque classe. Cela n'a pas toujours été ma vision, mais quand on voit que l'on ne progresse pas, il faut que l'on passe un cap en forçant un peu le destin.

Plus globalement, une concertation va s'ouvrir avec France Universités, la Conférence des grandes écoles et la Conférence des écoles d'ingénieurs pour avoir une représentation plus équilibrée et un développement des formations dans les filières d'ingénieur et du numérique. C'est indispensable pour la compétitivité et la performance de notre économie. Cette concertation pourra éventuellement déboucher sur des dispositions législatives.

A quel type de dispositions législatives pensez-vous ?

Nous y réfléchissons, la loi prévoit déjà des voies d'accès réservées sur critères sociaux. Si c'est nécessaire, on pourrait passer par la loi pour accélérer une représentation plus équilibrée dans les formations.

Faut-il de nouvelles formations ?

On a des BTS et des BUT qui ne font pas le plein donc il faut reprendre le travail en amont sur l'orientation pour y attirer davantage de jeunes et notamment de jeunes femmes. Et créer des licences bi-disciplinaires car, quand on combine les maths avec une autre discipline, les filles sont davantage attirées.

Pour ouvrir des horizons aux jeunes filles et susciter des vocations, je crois aussi beaucoup aux rôles modèles - c'est le troisième volet du plan. Je ferai, à la fin du mois, des annonces en matière d'éducation à l'orientation. Dans ce cadre, nous proposerons aux jeunes filles, chaque année de la troisième à la terminale, de rencontrer des femmes qui suivent des formations ou occupent des fonctions d'ingénieures ou de chercheuses. On va mener ce travail avec les branches professionnelles, les écoles et les associations. Il faut que ça devienne quelque chose de systématique pour avoir un guichet unique qui facilite le travail des chefs d'établissement - avec un vivier d'environ 15.000 jeunes femmes prêtes à témoigner dans les établissements. Des premières expérimentations seront engagées à partir de l'année 2025-2026 en vue d'une généralisation en 2026-2027. Pour avoir plus d'ingénieures, il faut ouvrir les horizons et le champ des possibles pour les jeunes filles.

Et une sanctuarisation des 54 heures dédiées à l'orientation dans la dotation des lycées ?

Cela va effectivement passer par une sanctuarisation des temps d'orientation. On va chercher des objectifs crédibles qui seront tenus.

Sur l'orientation, faut-il donner tout le pouvoir aux régions ?

L'information sur les métiers doit clairement relever des régions, mais le développement de compétences psychosociales et l'éducation à l'orientation - contre les stéréotypes de genre, par exemple - sont de la responsabilité de l'Education nationale. Il faut préciser le rôle de chacun. Chaque établissement doit avoir un plan bien défini sur l'éducation à l'orientation.

Et l'épreuve anticipée de culture mathématique au lycée, quand verra-t-elle le jour ?

Elle concernera les élèves qui sont aujourd'hui en classe de seconde. C'est un message important de dire que les maths font partie du socle de connaissances. Et c'est important pour certaines formations du supérieur qui se plaignent de ne pas avoir de repère national au moment de l'examen des dossiers pour Parcoursup.

L'épreuve donnera-t-elle lieu à un QCM sans calculatrice ?

Ce n'est pas encore décidé. Je ne suis pas emballée par les QCM...

Que répondez-vous à ceux qui disent que vous avez évité la suppression des 4.000 postes mais voient, sur le terrain, surtout des fermetures de classes ?

Que la baisse démographique est très forte - 100.000 élèves en moins à la prochaine rentrée. On atteint parfois des limites, par exemple quand vous avez 15 élèves dans une école. Je suis élue d'une circonscription rurale et très attachée à ce maillage territorial mais il faut aussi penser à l'intérêt de l'enfant. J'ai souhaité que les postes maintenus soient au service de la réussite de tous les élèves, ce qui passe également par l'amélioration du remplacement des enseignants et la poursuite du développement de l'école inclusive.

Et pour 2026 ?

Il faut anticiper les évolutions de la démographie scolaire et je compte beaucoup sur les remontées de terrain pour éclairer les discussions budgétaires pour la rentrée 2026. Le « top down » a ses limites. Il faut avancer avec les collectivités pour assurer le meilleur maillage possible du territoire avec pour boussole la réussite des élèves.

Emmanuel Macron a annoncé une convention citoyenne sur les temps de l'enfant. L'idée revient régulièrement depuis 2022...

C'est un sujet qui concerne tout le monde, c'est important que les citoyens puissent s'en emparer. A chaque fois que je mets les pieds dans un collège, on me demande : à quand des journées plus courtes ? On doit aussi trouver le temps pour tous les enseignements dont on a besoin. Cela rejoint aussi le temps passé sur les écrans. C'est un enjeu majeur que de respecter les temps biologiques de l'enfant qui sont nécessaires pour un bon apprentissage.

Marie-Christine Corbier et Frédéric Schaeffer